

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".

Démocratie participative et réseaux sociaux : la partie est serrée

Le lancement de processus de démocratie participative un peu partout à travers le monde provient d'un constat partagé par le plus grand nombre : il est temps de réenchanter la démocratie.

Il s'agit de redonner la parole au citoyen si on veut le faire adhérer à nouveau aux vertus du débat démocratique ; si l'on veut contrer la montée en puissance des populismes, des extrémismes, de l'abstentionnisme. Rendre au citoyen sa voix, comme dirait David Van Reybrouck.

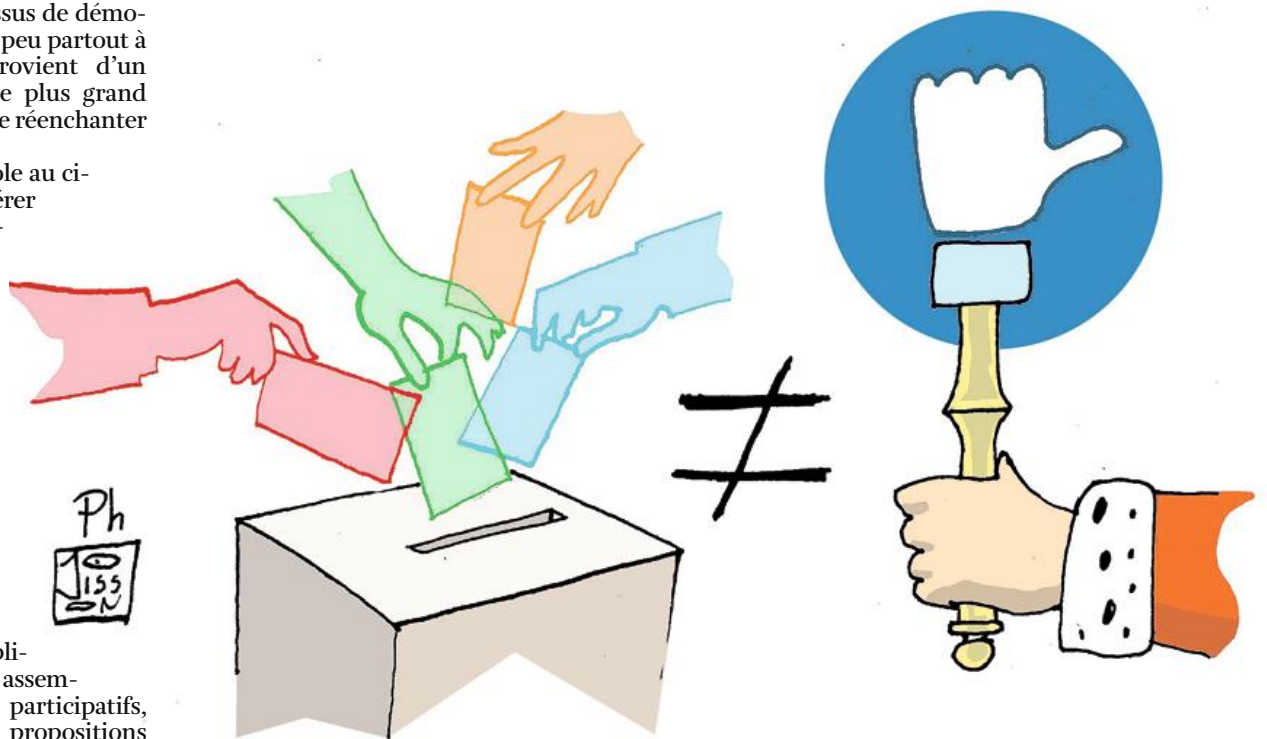
Et le niveau communal étant le plus proche du citoyen, il est jugé idéal pour se lancer dans l'aventure.

Traditionnelles réunions d'information, enquêtes publiques et sondages, mais aussi assemblées citoyennes, budgets participatifs, conseils de quartiers... : les propositions sont nombreuses pour intégrer l'avis du citoyen – de tous les citoyens – dans la gestion des affaires de la cité.

Il est important de souligner ici que ce processus n'est pas un droit pour le citoyen de se substituer aux élus. Il s'agit d'une démarche complémentaire, un win-win, qui amènera idéalement les citoyens à s'investir pour la collectivité, à grandir dans leur citoyenneté et qui, en contrepartie, apprendra aux politiques à mieux gouverner.

Pas uniquement des citoyens "professionnels"

Les panels citoyens sont en effet des lieux idéaux pour échanger, débattre vraiment et dégager un intérêt collectif commun. Ils ont aussi l'avantage non négligeable de pouvoir dépasser les clivages politiques. Les budgets partagés permettent réellement aux habitants de décider de ce que l'on fera d'une partie de l'argent public en imaginant des projets pour leur commune.



Les "bulles cognitives" des réseaux sociaux nous font perdre toute notion d'intérêt collectif.

Les assemblées des habitants, représentatives de la société dans son ensemble sont le reflet de l'avis de tous les citoyens et non uniquement des "citoyens professionnels".

La partie est néanmoins loin d'être gagnée quand on observe ce qu'il se passe sur les réseaux sociaux.

Pas de débat sur les réseaux sociaux

Tout d'abord, un constat : le débat n'existe pas sur les réseaux sociaux. On vient pour y livrer une opinion, partager une humeur ou une indignation, dire "sa" vérité, sans attendre en retour un échange, sans être prêt à changer de position, on "balance". Des "petits coups de gueule du jour" aux lynchages médiatiques ; ce tribunal sans procès livre son verdict au nombre de *likes*.

Cela est déjà contradictoire avec l'idée qu'une communauté qui réfléchit doit en passer par le dissensus, la discussion plutôt